Numéro 166

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale des Dynamiques Sociales



WWW.MESRIDS.ORG
SEPTEMBRE - OCTOBRE 2026
KINSHASA-R.D.C

L'ÉTAT CONGOLAIS ENTRE L'EPUISEMENT DU DIAMANT ET LES APPETITS INTERNATIONAUX POUR LES MINERAIS CRITIQUES : *enjeux et défis de puissance*

Par

Michée KATAKENDA MUAMBA

Apprenant en DEA/DES de sociologie, Université de Kinshasa (UNIKIN)

Résumé

Dans sa quête de puissance, la République démocratique du Congo dispose d'un ensemble diversifié de ressources minières, parmi lesquelles l'or, le zinc, l'étain, le coltan, le diamant et le cuivre, auxquelles s'ajoutent plusieurs minerais considérés comme critiques à l'échelle mondiale. Cette abondance contraste toutefois avec la vulnérabilité d'une économie fortement dépendante de ressources non renouvelables, exposées à l'épuisement, aux fluctuations de la demande internationale et aux tensions géopolitiques. L'article examine plus particulièrement la trajectoire du diamant dans le Kasaï, l'essor des minerais critiques et leurs retombées sociopolitiques, ainsi que les effets des crises ayant affecté les espaces miniers. Il défend, en complément de la valorisation minière, la nécessité d'une diversification productive fondée notamment sur l'agriculture et l'agro-industrie, envisagées comme leviers de résilience, de sécurité économique et de consolidation de la puissance de l'État congolais.

Mots-clés *: État congolais ; diamant ; minerais critiques ; diversification économique ; agriculture ; puissance.*

Abstract

In its quest for power, the Democratic Republic of the Congo possesses a wide range of mineral resources, including gold, zinc, tin, coltan, diamonds and copper, as well as several minerals regarded as critical at the global level. This abundance nevertheless contrasts with the vulnerability of an economy highly dependent on non-renewable resources exposed to depletion, fluctuations in international demand and geopolitical tensions. The article focuses on the trajectory of diamonds in the Kasai region, the rise of critical minerals and their socio-political implications, as well as the effects of crises affecting mining areas. Alongside the development of mineral resources, it argues for productive diversification based particularly on agriculture and agro-industry as instruments of resilience, economic security and the consolidation of Congolese state power.

Keywords: *Congolese state; diamonds; critical minerals; economic diversification; agriculture; power.*

INTRODUCTION

Quasiment, les régions minières de la RDC restées béantes après une longue surexploitation coloniale, sont exacerbées par une précarité et une désinvolture dans la mise en valeur architecturale. À ces antécédents

fâcheux, s'ajoute une gouvernance étatique postcoloniale chaotique, privant la capitale Kinshasa de l' « aura » d'une ville de mire, en dépit de son scandale écologique, géologique, en plus de son ethnicité toute aussi extraordinaire, 450 tribus, dont la synergie avec les mines, constitueraient un capital symbolique, mais en cruel déficit d'urbanisation suite à une mosaïque d'extensions périphériques, formant des excroissances exponentielles ; doit se doter de la matière grise d'un apport optimal pour brasser, ces toutes ces tribus aux potentialités minières et agricoles, comme c'en fut en 1959, le Congo belge était le numéro 1 en production de cobalt (5. 996 tonnes, soit 39% de la production mondiale), numéro 1 en production de diamant industriel, soit 66% de la production mondiale et, numéro 5 en production cuprifère (282. 094 tonnes, soit 9% de la production mondiale). La même année, son record absolu de production cotonnière s'élevait à 179. 660 tonnes de coton-graines, soit 59.280 tonnes de coton-fibres, dont 52.790 tonnes ont été exportées….

La bascule vers une économie cacaoyère vise la diversification de l'économie congolaise dans une approche contrefactuelle qui inscrit la RDC dans la dépendance due à un seul produit d'exportation (les minerais) ; mais aussi, en dépit de ses immenses ressources du sous-sol, il est listé parmi les plus pauvres pays du monde et, aligné, selon certains indicateurs, parmi les plus misérables pays au Sud du Sahara où, plus de 71 % des Congolais côtoient la limite de la dignité humaine, avec moins de un dollar US par personne par jour.

Étant donné la menace de l'épuisement virtuel du diamant et des minerais critiques qui, par ailleurs, suscitent l'enlisement du terrain politique affectant négativement la souveraineté de l'État, le vécu économique des populations et la mise en mal des aspirations à la puissance de l'État congolais dues aux guerres meurtrières récurrentes , la recherche de l'altérité, notamment agricole, fort de ses terres arables, soit 48,8% des 120 millions d'hectares, déjà cédées aux étrangers, un véritable bradage au détriment du peuple congolais, dénonce Al Gore , serait salutaire selon Michel NORRO, sur des mesures protectionnistes convenables des producteurs locaux devaient, face aux producteurs étrangers œuvrer à la valorisation des spécificités du terroir dans l'approche de WHANNOU, S., T., basée sur la protection des Savoirs traditionnels africains, rejoint MBEMBA qui vise une sécurité nutritionnelle garantie aux populations et la sauvegarde de la diversité culturelle alimentaire de différents peuples disséminés sur divers espaces universels, à veiller au maintien du patrimoine alimentaire universel varié à ne pas se détruire.

La cession des terres et des minerais critiques envisagés dans la construction d'un nouveau corridor, dit de Lobito, ainsi que tous les leviers des affaires abandonnés aux étrangers, comme modélisé au graphique sur l'environnement socio-économique à Kinshasa, plongent dans une insécurité existentielle, par le fait, d'une part, du capitalisme financier marchand et l'anéantissement physique des milliers des Congolais (es) processuellement, documenté en 2010, à 1O millions de morts et à 500 000 femmes violées, malthusianisées, déclassées pour la maternité, d'autre part. Eu égard à ce qui précède, la RDC devrait-elle s'accrocher infiniment, en dépit de toutes ces pesanteurs, aux minerais ou s'en émanciper ?

En effet, les épithètes pittoresques que l'on fait porter aux ressources minières : minerais stratégiques, minerais critiques, scandale géologique, relèvent d'une idéologie séditieuse pour le maintien dans la passivité des pays détenteurs. Dès lors que le contrat minier est signé, l'exploitant change en posture du fort, voire « voyou », exporte tout, même les scories ; n'aménage pas le site exploité, pire, il peut en venir aux armes, comme qui écrit : « la guerre de l'Est : encore et toujours le business ».

La chute des villes de Goma et Bukavu au premier trimestre 2025 par l'armée rwandaise et ses supplétifs du M23, s'inscrivent dans un contexte où les enjeux miniers occupent une place importante, dont les répercussions de la veine d'abus, affectent fortement les entreprises publiques-privées de la capitale, dans la privation des intrants des zones armées et fait sombrer, entre autres, certaines dans les «canards boiteux». La forme moderne de la violence, est certes, l'économie. Quoi que l'économie de guerre soit capitalistique, elle centrée sur la mainmise internationale, et donc, l'épée de Damoclès, il apert de revenir sur l'agriculture, pour autant que dans son ouvrage sur « Recherches sur la nature et les causes de la Richesse des Nations», l'activité agraire est déterminante dans la création des richesses.

Il importe cependant, avant de nous appesantir sur la piste agricole, d'établir la trajectoire minière, à la fois diachronique et synchronique pour tabler sur son épuisement et proposer des pistes de sortie.

La problématique centrale peut dès lors être formulée ainsi : dans quelle mesure la dépendance à l'égard des ressources minières, notamment du diamant et des minerais critiques, peut-elle soutenir durablement la puissance de l'État congolais, et quelles alternatives productives permettraient d'en réduire les vulnérabilités ? Pour y répondre, l'article adopte une démarche documentaire et analytique. Il met en perspective les données historiques, les travaux scientifiques, les sources institutionnelles et les données de presse mobilisées par l'auteur

afin d'examiner successivement la trajectoire du diamant, les enjeux liés aux minerais critiques, les crises des espaces miniers du Kasaï et la piste de la diversification agricole.

1. ÉTAT DES LIEUX DU DIAMANT DANS LA PROVINCE DU KASAÏ : EVOLUTION ET SIGNES D'EPUISEMENT

Le diamant est une ressource minérale non renouvelable au stock limité, chaque pierre extraite réduit définitivement la quantité totale disponible dans la croûte terrestre. Il finit contrairement aux semences agricoles qui s'inscrivent dans un cycle de vie reproductible infiniment. Il est également caractérisé par une absence de régénération, c'est-à-dire, un diamant ne grandit ni se reproduit ni n'en crée de nouveaux. Une fois la mine exploitée, le gisement se vide et la source de revenus s'arrête. Prisé depuis l'ère coloniale où beaucoup de minerais, faute d'une technologie moins performante, n'étaient pas connus, la surexploitation du diamant a amené nombreux sites au vieillissement.

IPIS évoque quand bien-même des perspectives prometteuses, en dépit que le secteur diamantaire de la RDC traverse une crise existentielle prolongée, marquée par une baisse. Jill Newman se pose la question de savoir, comment les mines de diamants épuisées sont transformées en sources de richesse précaires pour les communautés et la faune sauvage affectées pour les générations à venir. Au cours des trois dernières décennies, l'industrie minière du diamant s'étant améliorée et évolué, elle a intégré le processus de fermeture des mines de diamants comme partie intégrante de son activité, un processus pris en compte dès le développement du site, avant même que l'extraction n'ait commencé. Les sociétés exploitantes ont adopté une approche progressiste de réhabilitation des terres et de protection de la faune dans des régions reculées du Canada, d'Afrique et d'Australie, en adhérant les communautés autochtones et locales, y compris les gouvernements dans la création des écosystèmes durables, des emplois et des opportunités commerciales inscrites dans l'éco-tourisme en post extraction afin de pallier l'épuisement et à la sénescence environnementale. Le Canada a connu un épuisement des mines et sa production de diamants prit une tendance baissière, en raison des fermetures de mines, de l'épuisement des sections à haute capacité des mines, exacerbées par le déclin de la teneur du minerai. Les baisses, eu égard au tableau 1, les plus récentes sont liées à un affaiblissement de la demande mondiale pour des diamants naturels, fortement concurrencés par les diamants diamants de laboratoire, pour lesquels, les préférences des consommateurs sont orientées. D'où, toute l'incertitude autour du minerai. Du coup, le

vieillissement du diamant s'affirme sous plusieurs angles, coutumier, la tendance baissière et la compétition au diamant de labos plus taillé. La proximité au Canada se situe dans la mesure où, l'intérêt au minerai est en chute car, même le diamant industriel de Bakwanga (Mbuji-Mayi) peine à se relancer. La distance, c'est l'abandon dans la précarité des sites éventrés de la RDC.

Tableau 1 Diminution de production de diamant congolais annuelle

ANNEES	Production en millions de carats
2015	15 000 000 carats
2019	11 700 000 carats
2022	11 200 000 carats
2024	7 000 000 carats

Source : Dac presse Le Diamant du Congo : Richesses et défis de l'industrie minière, le 5 mars 2026.

2. LES MINERAIS CRITIQUES EN RDC : EMERGENCE ET RETOMBEES SOCIOPOLITIQUES

Les richesses du sous-sol congolais ont de quoi étonner. Des minerais traditionnellement connus, notamment l'or, le zinc, l'étain, le fer, le manganèse, le diamant, le cuivre, le cobalt, le plomb, l'uranium, le phosphate, etc. Une mosaïque nouvelle, dont 33 minéraux considérés comme critiques à l'échelle mondiale, 20 sont localisés en RDC, selon les géologues et institutions internationales, reprenant, en plus des minerais identifiés, le Lithium, le coltan, le Tungstène ou Wolfram, le nickel, le Titane, le Palladium, le Béryllium, le Chromite, le Germanium, l'Indium, le Niobium, le Vanadium, le tantale, etc., au cœur des enjeux géopolitiques. Les mêmes sources renseignent que la République Démocratique du Congo est posée sur un trésor. Son fabuleux sous-sol regorge une vingtaine de minerais dits critiques, sine qua non pour les industries servant à la fabrique des véhicules électriques, des smartphones et des énergies renouvelables. Ces minerais alimentent en inputs, l'industrie de l'armement et de l'aérospatial. À l'heure de la transition énergétique, la RDC s'offre une position d'acteur incontournable, à défaut d'un plan minier spécifique. Ce tableau doré des gisements contraste curieusement la misère révoltante du Congolais lambda, du fait, d'une part, d'une alimentation basée sur l'import et des crises corollaires aux violences armées.

L'alimentation à l'Occident s'inscrit dans la guerre économique, dont la dangerosité liée aux surcongelés au formol produit une létalité lente et sûre, par la variable qui établit le lien entre les opérateurs économiques des produits importés (cubes magiques, whisky, supu na tolo, les colorants, vivres frais, etc.,), sont les mêmes illustrés dans le commerce

des caveaux toujours exponentiels ou les espaces sépulcraux croissants ; réalise toute la suspicion sur la qualité des produits vendus par les transnationales, courroies de transmission des produits hyper surgelés, « imposent » aux Congolais une alimentation de fortune, sujette de nouvelles maladies émergentes, dont le myome, le fibrome, les kystes, la tension et l'hypo-tension, le cancer, le diabète, l'AVC, etc., …, ainsi que des chiffres effarants des tués des guerres, plus de dix millions, dans un pays aux atouts multiples.

Quant aux crises conjointes aux violences armées, il importe de les situer principalement dans l'« archipel », morcelé par différents mouvements rebelles, l'épicentre des carnages dus aux minerais, rapportent plusieurs faits, dont la longue transition politique en RDC. Les théories sur les minerais de malédiction profitent à leurs concepteurs à s'y incruster au nom d'une prétendue malédiction et à donner du poil de la bête, à qui peut s'y prétendre. Et pourtant, en lieu et place de théoriser sur des minerais maudits, on ferait mieux trouver une théorisation classique s'inscrivant dans un développement circulaire, une économie au service de tous, au détriment d'une économie de guerre, dévastatrice des milieux exploités. Au fond, ces guerres paraissent une diversion pour la désarticulation pérenne et un mécanisme pour la capitulation des populations locales afin de les maintenir dans la désorganisation et la précarité plus humiliantes.

Les minerais associés aux conflits, peaufinent par ailleurs, seuls friands du White-Collar Crime, c'est-à-dire, ceux qui multiplient « affaires » « et « scandales». Les minerais critiques soulèvent les appétits insatiables des transnationales, devraient, pour leur exploitation, faire l'objet d'un accord entre le Gouvernement et les dépositaires des terres ayant le pouvoir, comme dans le Kasaï autour du diamant de l'éclipser ou d'en permettre l'exploitation. D'où, une nouvelle loi sur le statut des chefs coutumiers fonctionnarisés, basée sur une hybridation avec l'État congolais moderne, poursuivant un objectif maquillé, les rendant nominatifs et éjectables à souhait, aux fins notamment, de transformer en Far West ou en point chaud, ou d'imposer une exploitation incompatible aux aspirations locales, dont l'insurrection de Kamuina Nsapu dans le Kasaï central, un cas de figure, s'inscrit dans le refus d'une perte ou d'une expropriation foncière et d'adhésion à la politique d'alors. La capitalisation minière se veut une boîte de pandore, c'est-à-dire, une source de problèmes complexes et infinis, créant zizanie dans le Nord-Est, dans le Grand Kasaï, etc., transformés en « cœur des ténèbres » par l'insécurité et la surmilitarisation de Grands Lacs, suivies de l'occupation du Nord et du Sud Kivu depuis 2021.

3. REPLI DES OPERATEURS MINIERS ET CRISES POST-KAMWINA NSAPU DANS LE KASAÏ

Le minerai du diamant connaît une exploitation artisanale fortement réprimée en période coloniale, a néanmoins enregistré une libéralisation partielle en 1967, dans quelques localités du Congo. L'ordonnance n° 67-231 du 11 mai 1967 instaurait l'exploitation artisanale et l'installation des comptoirs d'achat des diamants partout au Congo, notamment, dans les territoires de Tshikapa, de Banalia (Haut Zaïre), de Tembo, etc. L'extraction motorisée importée de l'Angola dans les sites artisanaux, sera introduite en RDC à partir de la libanisation du commerce. Jusqu'en 2013, l'exploitation motrice du minerai rare est stigmatisée par les dépositaires de la coutume, en raison de l'absorption des graviers où loge le minerai, appauvrissant ainsi les secteurs exploités de cette matière première et abandonnés à leur triste sort.

Révoltés par une telle prédation, les dépositaires des terres recourent aux rituels qui causent la disparition du minerai et sa réapparition négociée ou sacrificielle. Le refus d'insertion à la loi hybridée avec le gouvernement, a conduit Kamwina Nsapu, du nom de Jean-Pierre Mpandi (Kamwina Nsapu) à l'insurrection où il fut assassiné en août 2016 par les forces nationalistes de sécurité dans le territoire de Dibaya (Kasaï-Central), le point de déclenchement d'une rébellion tentaculaire, qui a couvert l'étendue du Kasaï à cinq provinces : Kasaï, Kasaï-Central, Kasaï-Oriental, Lomami et Sankuru. A titre punitif, les autorités du gouvernement central d'alors ont créé une milice extrêmement répressive, toutefois reniée pour mâter l'insurrection de la milice Kamwina Nsapu. A Kamonia, en illustration, 251 personnes aient été victimes d'exécutions extrajudiciaires et d'assassinats ciblés entre le 12 mars et le 19 juin 2017. Lorsque les sources officielles donnent des chiffres élevés, il s'agit d'un carnage avéré. Les viols y associés, dont les indicateurs décèlent les impacts militaires. On dénombre 62 enfants, rapporte la Mission des Nations unies en RDC, qui a recensé au moins 80 charniers dans la région, des femmes et des hommes sans armes traités de « bandes d'animaux ».

À l'obstacle de la ritualisation minière, s'est ajoutée la militarisation de Kamwini Nsapu qui a causé l'abandon des villages entiers et les trafiquants, les cibles de prédilection du pillage, de part et d'autre, et les jeunes, devaient sauver leur peau, dans cette débandade qui a déversé plusieurs, suite au drame de la guerre, dans les centres urbains en qualité de « Wewa », ou de conducteurs des taxis-motos. Ainsi, pensons-nous, pour la résilience des meurtris des atrocités kasaiennes, de les conseiller,

non plus à un retour à la rente risquée du diamant, mais à l'exploitation culturale, en raison de la fertilité du sol.

4. L'AGRICULTURE ET L'AGRO-INDUSTRIE COMME LEVIERS DE DIVERSIFICATION ET DE PUISSANCE

Une double dichotomie se dégage d'emblée, lorsqu'il s'agit de réfléchir sur le système économique global congolais ou africain, tout aussi bien en période coloniale que postcoloniale, répondant à deux sous-systèmes antagonistes, moderne et traditionnel, enfoui dans la société traditionnelle, dont l'existence remonte hors de tout contact avec le monde extérieur avancé ou industrialisé, dite « société moderne ». L'approche historique de Rostow groupe dans la société traditionnelle, les sociétés pré newtoniennes et post newtoniennes, demeurées dans l'incapacité de transformer la nature afin d'améliorer sa situation économique.

R. Badouin s'inscrit dans la désignation de la « société traditionnelle » qu'à d'autres expressions telles, d'économie domestique axée sur l'étroitesse du cadre où s'effectuent les opérations économiques d'auto-approvisionnement substantialiste. Kabeya Tshikuku rejette quant à lui la terminologie de société traditionnelle, estimée creuse et antinomique pour recourir à la communauté villageoise, peuplant plusieurs espaces autonomes, exerçant des activités variées adaptées à leur milieu géographique, dont l'activité agraire de survie était déterminante, dont la culture du manioc, du riz, de la banane, de l'igname, du légume, associée à la chasse, la pêche, la cueillette et l'élevage. Elle présente néanmoins une incompatibilité criante pour l'essor industriel et de la puissance de l'État congolais, obligé de recourir aux postulats et paradigmes nouveaux qui commandent le passage de l'ère précapitaliste à l'économie capitaliste marchande qui ne l'épargne des effets pervers de la multinationalisation. Toutefois, le « Léviathan » congolais détient tous les potentiels d'inventer les mécanismes de résistance aux acteurs du village planétaire en développant des PME/PMEI de contrepoids, dans la mesure où sa population galopante exige de nouveaux enjeux de prise en charge qui boostent en même temps sa propre posture (l'État).

Ce mode de production obéit aux termes de référence précis : Force motrice, (technologie), main-d'œuvre qualifiée, capitaux, la desserte (extraction-évacuation des inputs), transformation massive (outputs), expansion spatiale (débouchés), rationalité, plus-value.

La chaîne de production est subdivisée en activités d'exploitation/extraction, d'évacuation, de transformation, d'entreposage, de distribution et de consommation. Le mécanisme de la

division du travail visant à établir des transactions entre individus, établit une répartition d'activités aux opérateurs participants au circuit économique, de sorte, par exemple que le cuivre de la Gécamines connut plusieurs intervenants dans le processus de sa finalité.

L'économie minière restée la chasse gardée de l'Occident, au point que toute sa transformation échappe complètement à l'Afrique, cette dernière en général et la RDC en particulier, devraient se tourner à l'activité agraire intensive pour s'affranchir de l'Europe, afin de l'éradication de la famine par la transformation locale des denrées périssables. Les aspirations d'une vie heureuse commencent par l'entretien du capital humain car, ventre affamé, est sourd ; ainsi qu'un corps dénutri, voit ses ambitions limitées. D'où, le développement agricole résout la dépendance à le FAO, au PNUD et préserve des hécatombes humaines des sites miniers, même si les capitaux miniers peuvent catalyser l'agriculture, invalide néanmoins la thèse selon laquelle, nombreux pays ont recouru à l'agro-pastorale comme ascenseur, notamment les États-Unis et la Chine ayant connu une activité agricole avant toute autre, à une seule nuance, l'histoire de ces deux nations diffère en ce que, la Chine s'est construite dès ses origines sur l'agriculture ; le territoire des actuels États-Unis a, quant à lui, été peuplé par des civilisations basées sur la chasse et la cueillette avant de développer une puissante agriculture, mais aux espaces ruraux moins agricoles.

Tableau 2 d'évaluation des exportations de produits agricoles du Congo belge de 1916 à 1959 (Moyennes quinquennales en 1000 tonnes).

	1916-20	**1921-25**	**1926-30**	**1931-1935**	**1936-1939**	**1945**	**1949**	**1950-54**	**1955-59**
Coton	1	09	69	1161	3324	3391	4467	4454	4443
Huile de palme	61	129	261	519	632	841	1217	1362	1612
Noix palmistes	331	542	717	561	901	434	800	853	416
Café	01	01	.6	666	1174	3302	3314	3331	6652
Cacao	06	07	09	110	113	119	--	221	441
Copal	778	1127	1173	1168	1111	1138	1119	887	449
Caoutchouc	220	07	09	08	111	778	667	1155	3356

Source : J. Ph. Peemans, Diffusion du progrès économique et convergence des prix Congo-Belge 1900-1960, Louvain, Nauwelaerts, 1970, p. 213.

Discussion

L'économie agricole a servi grandement dans l'insertion des villes et des campagnes dans le processus d'un développement intégré, neutralisant le déséquilibre d'une entité à une autre, à partir des matières premières constituées des produits agricoles repris dans le tableau ci-dessus. L'équation de la désarticulation des campagnes et des villes, dictée par l'obsession et l'exclusivité aux minerais, dont les dividendes, réalisés et distribués dans l'omerta totale, profitent à un ilot des jouisseurs qui s'en accapare au détriment de tout. Il paraît urgent de revenir à la rente agricole traditionnelle associée aux produits commerçables de l'ère coloniale du Tableau 2, y compris l'économie fruitière pour leur transformation locale, désintéressée sous Léopold II pour la désindustrialisation de la colonie, au profit seules des matières premières alimentant le capitalisme financier et marchand international, serait génératrice des capitaux virtuels issus d'une urbanisation accélérée.

La lecture croisée de ces éléments conduit à nuancer l'opposition entre économie minière et économie agricole. Le principal enjeu n'est pas l'abandon pur et simple du secteur extractif, mais la réduction de la dépendance à la rente minière par la transformation locale, la diversification des bases productives et la création de chaînes de valeur capables de relier les espaces ruraux, les centres urbains et l'industrie. Dans cette perspective, l'agriculture et l'agro-industrie constituent moins une substitution totale aux minerais qu'un second pilier de souveraineté économique. Une telle orientation suppose toutefois des politiques publiques cohérentes, des infrastructures, des mécanismes de financement et une gouvernance susceptible de convertir les ressources naturelles en capacités productives durables.

CONCLUSION

Au terme de cette analyse, la République démocratique du Congo apparaît confrontée à un paradoxe structurel : l'abondance de ses ressources minières lui confère un avantage géoéconomique majeur, mais la dépendance à leur exploitation l'expose simultanément à l'épuisement de certains gisements, aux fluctuations du marché mondial, aux convoitises internationales et aux tensions qui affectent plusieurs espaces extractifs. L'évolution du diamant dans le Kasaï illustre cette vulnérabilité, tandis que l'importance croissante des minerais critiques

renforce la centralité géopolitique du pays sans garantir, à elle seule, une amélioration durable des conditions socio-économiques.

La consolidation de la puissance de l'État congolais suppose dès lors une stratégie de diversification. L'agriculture et l'agro-industrie constituent des leviers importants en raison de leur capacité potentielle à soutenir l'emploi, la sécurité alimentaire, la transformation locale et l'intégration des territoires. Il ne s'agit pas d'opposer mécaniquement agriculture et mines, mais d'organiser leur complémentarité dans une politique de développement privilégiant la création de valeur sur le territoire national. Dans cette perspective, la puissance économique dépend moins de la seule possession des ressources que de la capacité institutionnelle à les gouverner, à les transformer et à convertir leurs revenus en investissements productifs durables.

BIBLIOGRAPHIE

ABEMBA, B., L'agression et l'occupation ougando-rwandaises de la République démocratique du Congo : Rôles des sous-traitances locales, Les CAHIERS du CEDAC, UNIKIN, 2016.

Adam, S., cité par NZANDA-BUANA, K., M., Séminaire d'Economie africaine, Deuxième Edition 2014, FSEG, UNIKIN.

AUNDU, M., G., L'État au monopole éclaté, Aux origines de la violence en RD Congo, L'Harmattan, 2012, Paris.

AUNDU, M., G., Résilience ou sursis de l'État, L'identité nationale au secours de la RD Congo, Academia-L'Harmattan, 2018, France.

BBC, Google, Minerais stratégiques en RDC, du 13/06/2025, Accès, le 21 juillet 25, 14 h 30' à Kinshasa.

BOLIMA, B., W., et ANZAKPANGEZO, A., J., Le cacao durable dans la diversification de l'économie congolaise. Esquisse d'une sociologie de l'économie cacaoyère durable en RD. Congo, in Analyses sociales, Numéro spécial 2020, Décembre 2020—Mars 2021, L.A.S.K /UNIKIN.

BONGELI, Y., A., E., L'Université contre le développement au Congo-Kinshasa, L'Harmattan RDC, 2006.

Braeckman, C., Les Nouveaux prédateurs, Politique des puissances en Afrique centrale, Fayard, 2003, Paris.

CAIRN.INFO, Sciences humaines e sociales, du 31/07/2026, 20 :23' à Kinshasa.

De FAILLY, D., cité par MULA, E., B., J.R., Le patronat congolais à l'épreuve de l'affairisme. Approche managériale focalisée sur le protectionnisme libéral, Cas de la FEC/Kinshasa, Mémoire de DEA en Sciences politiques, FSSAP, 2024, UNIKIN.

Ebuteli, Google, La production de cobalt, principalement extrait des mines de la province du Katanga (Sud-Est), d'Octobre, 2025, Accès, le 21 juillet 25, 14 h 30' à Kinshasa.

Google, La production de cobalt, principalement extrait des mines de la province du Katanga (Sud-Est), est épargnée par ce con..., du 10 mars, 2025, Accès, le 21 juillet 25, 14 h 30' à Kinshasa.

https://www.leganet.cd/Legislation/Droit%20Public/Administration.ter/L.10.011.18.05.2010.htm, le 18/05/2010, lu le 23/10/2025, à 17 h 45' à Kinshasa.

IPIS, Le diamant en R.D.C., un secteur qui peine à briller à nouveau 28 avril 2025.

KABEYA, T., Expliquer le mouvement en économie, 2e page de garde, IRES, 2025, UNIKIN.

KABUYA, K., F., Pouvoir, affairisme politique et instrumentalisation de l'économie congolaise, in Le degré zéro de la dynamique politique en République démocratique du Congo 1960-2018, ICREDES Kinshasa-Montréal-Washington, 2018, Kinshasa-Lemba.

KATAKENDA, M., M., Diamant et sous-développement de la ville de Tshikapa : Acteurs, défis et perspectives, Mémoire de DEA en Sociologie, inédit, FSSAP, 2026, UNIKIN.

LDS Moulin, LDS Moulin, Unité et diversité des zones urbaines de Kinshasa, in Cultures et développement, Revue internationale des sciences du développement, Vol. II. N° 2, UCL, 1969-1970, Belgique.

Le corridor de Lobito : une réflexion scientifique annoncée à Kinshasa,

Le Phare, Guerre de l'Est : encore et toujours le business, N° 6380, du 01/09/2020, Kinshasa.

MABIALA, M., N., P., La longue transition politique en RDC (1990-2006) : Aspects positifs et vicissitudes, in La République démocratique du Congo : Une démocratisation au bout du fusil, Publications de la Fondation Konrad Adenauer, Kinshasa, 2006.

Mamane, La politique de la continuité et du développement circulaire, RFI, édition du 23/07/2026, matin, 7 :30' à Kinshasa.

MAMBI, T., B., H., Reconnaissance et intégration de la chefferie traditionnelle dans l'administration territoriale en RD Congo, Hybridation des pouvoirs politiques face à la décentralisation, 2e page de couverture, Academia, 2023, Belgique.

MBEMBA, FDL, T., Aliments et Denrées alimentaires traditionnels du Bandundu en RD Congo, Répertoire et composition en nutriments, Préface de NDIAGA, G., Représentant de la FAO en RDC, L'Harmattan, RDC, 2013, Paris, France.

Montoussé, M., et Renouard, G., 100 fiches pour comprendre la sociologie, 11e édition, Bréal, 2024.

MUKULUNGU, I., B., RDC : Pays de scandales, de paradoxes et de défis, in Analyses sociales, Numéro spécial 2020, Décembre 2020—Mars 2021, L.A.S.K /UNIKIN.

MULA, E., B., J.R., « Cannibalisation des portefeuilles publics et cristallisation du secteur privé ». Purger l'État pour guérir le patronat public-privé en RDC, inédit, projet de Thèse de doctorat en Sciences politiques, UNIKIN.

MULA, E., B., J.R., Le patronat congolais à l'épreuve de l'affairisme. Approche managériale focalisée sur le protectionnisme libéral, Cas de la FEC/Kinshasa, p. 18, Mémoire de DEA en Sciences politiques et Administratives, FSSAP, UNIKIN, 2024.

Onana, C., Holocauste au Congo, l'omerta de la communauté internationale, 2e page de couverture, l'Artilleur, 2023, Paris.

TSHIENKE, K., D., Mbujimayi : Diamant et pauvreté d'une ville. Approche sociologique, Thèse de doctorat en Sociologie, FSSAP, 2011, UNIKIN.

Renaissance Congo 2000 Cercle de réflexion, Crise et renaissance politique au Congo (ex-Zaïre), (Exploration à la lumière de l'expérience sud-africaine), RC2000 PUBLICATIONS, 2000, Johannesburg/RSA.

République démocratique du Congo : crimes graves et massifs commis à la prise et à l'occupation de Goma et Bukavu par les RDF-M23, Janvier à Avril 2025, Document du MNS, 2025, Kinshasa.

Trefon, T., Ordre et désordre à Kinshasa, Réponses populaires à la faillite de l'État, Cahiers Africains, n° 61-62, (série 2003), Editions L'Harmattan, 2004, Paris.

TSHIBWAWA, K., J., Genre et pratiques d'esclavage moderne dans le secteur économique formel en République démocratique du Congo, p. 43, disponible sur https://publication. Codesria.org. Consulté le 08/09/2023 à 15 heures 30' à Kinshasa.

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reychler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSNB : 2790-3095 (impr.)
N° ISSNB : 2790-3109 (ligne)

